

L'Enseignement universitaire de qualité : un enjeu majeur pour une émergence économique en Algérie

(Etude pratique sur un échantillon d'étudiants de l'université de Mostaganem et de Sidi bel abbés)

Djamel torqui GODIH^{1*}, Mohamed LAZREG²

1. Université de Mostaganem, Algérie

2. Université de Sidi bel abbés, Algérie

Quality university education: a major challenge for an economic emergence in Algeria

(Practical study on a sample of students from the University of Mostaganem and Sidi Bel abbes)

Date de réception : 03/03/2018 Date de révision : 01/11/2018 Date d'acceptation : 20/11/2018

Résumé:

La maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations vitales de tous les pays dans la mesure où elle constitue la clé d'entrée dans le monde du développement économique. Aussi, un enseignement supérieur de qualité et une relation université-entreprise constituent une arme efficace que les nations modernes mettent en œuvre afin de maintenir et creuser leur suprématie économique et technologique sur le reste. Le secteur universitaire est toujours le point de départ pour une avancée technologique et scientifique. L'objectif principal de notre communication est de mettre en lumière qu'aucun pays ne s'est développé avec un secteur universitaire sous développé. Le secteur de l'enseignement supérieur constitue le fer de lance de toute réforme envisagée. Parmi les résultats principaux de notre article ; nous mettons en exergue qu'un enseignement universitaire de qualité et une relation entre l'institution universitaire et la sphère des activités économiques permet le développement de l'intelligence qui est la force motrice de l'émergence économique et du développement des nations.

Mots clés : émergence, enseignement universitaire de qualité, relation université-entreprise, l'assurance qualité, relation avec la sphère des activités économiques.

(JEL) Classification : A22, A23

Abstract :

Mastery of science and technology is one of the vital aspirations of all countries as it is the key to entry into the world of economic development. Also, quality higher education and a university-business relationship are an effective weapon that modern nations are implementing to maintain and deepen their economic and technological supremacy over the rest. The university sector is always the starting point for a technological and scientific advance. The main objective of our paper is to highlight that no country has developed with a underdeveloped university sector. The higher education sector is the spearhead of any reform envisaged. Among the main results of our article; we highlight that a quality university education and a relationship between the university institution and the sphere of economic activities allows the development of intelligence which is the driving force of the economic emergence and development of nations.

Key words: emergence, quality university education, university-business relationship, quality assurance, relationship with the sphere of economic activities.

(JEL) Classification : A22, A2

* Auteur correspondant, e-mail: godihdjamel@hotmail.fr

I- Introduction :

Aucun pays ne s'est développé avec un secteur universitaire sous-développé. Les vraies réformes commencent par là. C'est par ce secteur que doit commencer toute réforme économique. Ceux qui ont d'abord modernisés les cerveaux : Chine, Inde, Malaisie avant d'injecter massivement des ressources dans l'économie ont formidablement réussi leur pari de devenir un pays émergent ; Pour prétendre disposer d'un secteur économique diversifié et compétitif, il faut ériger un système universitaire de classe mondiale. L'université du nouveau siècle est une entreprise du savoir. Aucun pays au monde ne peut avancer technologiquement et scientifiquement sans un enseignement supérieur de qualité note en ce sens (Lamiri ,2013)¹.

Selon (Lamiri, 2013) Les Pays qui ont réussi leurs transitions ou leur développement (Malaisie, Brésil, Chine...) ont d'abord modernisé leur appareil de formation supérieur ; à l'instar des meilleurs du monde. Le secteur de l'enseignement supérieur est appelé à former au niveau des standards internationaux les futures générations, mais également à recycler l'ensemble des personnes en activité, dans tous les secteurs. L'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la première puissance du monde. Dans ce cadre, une stratégie doit être mise en œuvre pour permettre à ce secteur d'être à la hauteur. Aucune stratégie industrielle, financière, agricole, ou autre ne sera efficace avec un enseignement supérieur qui n'est pas aux normes internationales.

En Algérie par exemple, nous considérons que la formation supérieure est une responsabilité partagée entre l'université, les collectivités locales et les entreprises. Cette dynamique est la condition nécessaire à la création des pôles d'excellence et de compétitivité. C'est l'élément essentiel et le socle indispensable à un développement économique durable dans un environnement concurrentiel. Les pôles de compétitivité nécessitent un certain nombre d'acteurs qui participent à un développement. Il ya l'entreprise, l'université avec ses centres de recherches et les collectivités locales. La locomotive est l'université, qui peut accompagner le développement et ériger un mode de gestion.

Problématique :

- **Quels sont les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour un enseignement supérieur de qualité et pour une relation efficiente entre l'université et l'entreprise en Algérie ?**

Pour résoudre cette problématique, nous avons émis l'hypothèse suivante :

- Il existe plusieurs leviers importants à mettre en œuvre pour développer un enseignement supérieur de qualité et favoriser la relation entre l'université et l'entreprise et ce, pour une émergence économique en Algérie.

Objectifs de notre article :

Deux objectifs centraux sont mis en exergue dans notre papier :

-Mettre en lumière l'importance d'un enseignement supérieur de qualité car nous considérons que le secteur de l'enseignement supérieur constitue le fer de lance de toute réforme économique envisagée.

-Mettre en relief que la maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales ; dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde du développement économique et social ; aussi une relation entre l'institution universitaire et la sphère des activités économiques est indispensable pour une émergence économique en Algérie.

Méthodologie :

Nous avons eu recours à la technique documentaire qui nous a permis d'exploiter différents ouvrages, documents et quotidiens nationaux d'information ayant trait au thème de notre article. Dans ce cadre, nous développerons également nos analyses personnelles sur la qualité afférente à l'enseignement supérieur et sa relation avec la sphère des activités économiques.

Concernant le cas pratique ; nous avons élaboré un questionnaire afin de voir si les étudiants en Master de la faculté des sciences économiques, sciences de gestion et des sciences commerciales (Université de Mostaganem et de l'université de Sidi Bel abbés) s'intéressent aux leviers fondamentaux pour un enseignement universitaire de qualité d'une part et d'autre part à la relation université-entreprise.

Aussi, et dans le cadre de notre recherche globale pour résoudre la problématique et vérifier notre hypothèse, nous avons structuré notre article en trois axes fondamentaux intitulés respectivement :-

- Revue de la littérature : un survol théorique ;
- Les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour un enseignement supérieur de qualité et une relation adéquate avec le monde économique en Algérie ;
- Cas pratique : questionnaire ayant trait à la qualité de l'enseignement universitaire et sa relation avec la sphère des activités économiques et ce, au sein de la faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales (Universités de Mostaganem et de Sidi Bel abbés).

I- Revue de la littérature : Un survol théorique**I.1- La dimension internationale de l'assurance qualité dans le domaine de l'enseignement supérieur**

Au cours des 10 ou 20 dernières années, presque tous les pays du monde ont développé différentes sortes de mécanismes d'assurance qualité. En voici les raisons²:

- La rapide expansion des systèmes d'enseignement supérieur a donné naissance à un plus large éventail de fournisseurs (institutions publiques, privées ou transfrontalières, organismes d'enseignement à distance).
- La mondialisation a élevé le niveau de la fraude académique : « usines à diplômes », fournisseurs qui « se défilent », fausses institutions ou faux diplômes. D'où une exigence accrue pour des organisations crédibles, qui peuvent rétablir la confiance en utilisant des méthodes d'assurance qualité.
- Dans de nombreux pays, la qualité des institutions publiques d'enseignement supérieur a souffert des contraintes économiques et d'un déplacement des priorités des niveaux supérieurs vers l'enseignement de base. Plus que jamais, on attend des mécanismes d'assurance qualité qu'ils assurent le contrôle et l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur.
- L'assurance qualité est liée à la mobilité professionnelle et à un nombre croissant de processus d'intégration régionaux et internationaux, ce qui augmente le besoin de mécanismes plus efficaces pour la reconnaissance professionnelle des diplômes dans l'enseignement supérieur.

Dans une perspective similaire, «La qualité dans l'enseignement supérieur au niveau mondial entre donc désormais dans des politiques institutionnelles destinées à valider la qualité des diplômes et de prestations qui y conduisent. Son management concerne l'ensemble des parties prenantes: gouvernements, organismes de reconnaissance académique, établissements prestataires, personnels enseignants et administratifs, étudiants, partenaires professionnels, organismes certificateurs...» souligne (Zemmam ,2010)³.

I.2- Le concept de l'assurance qualité

Globalement, l'assurance qualité dans le domaine de l'enseignement supérieur renvoie à l'ensemble des processus et mécanismes qui permettent d'assurer la qualité des programmes, des établissements ou d'un système national de formation. L'assurance qualité est un «terme général qui désigne un *processus* permanent et continu visant à évaluer (estimer, contrôler, garantir, maintenir ou améliorer) la qualité du système, des établissements ou des programmes de l'enseignement supérieur. L'assurance qualité relève de la responsabilité nationale et institutionnelle. (Martin et Stella ,2007)⁴ distinguent l'assurance qualité interne (AQI) et l'assurance qualité externe (AQE) : la première indique les pratiques propres à un établissement (pratiques intra-institutionnelles), alors que la seconde signifie les actions déployées par un organisme externe (pratiques supra-institutionnelles ou interinstitutionnelles). Ou encore, l'assurance qualité interne concerne les politiques et les mécanismes que chaque programme ou institution adopte pour s'assurer qu'il/elle remplit ses propres objectifs et respecte les normes de l'enseignement supérieur en général, ou d'une profession ou discipline en particulier, tandis que l'assurance qualité externe se réfère aux actions d'un organisme externe, généralement une agence d'assurance qualité, qui évalue le fonctionnement ou les programmes d'une institution, afin de déterminer si elle est en conformité avec les normes reconnues. Les systèmes d'AQE comprennent l'accréditation, l'évaluation ou l'audit.

Empruntée du domaine de l'économie, la notion d'assurance qualité est utilisée en enseignement supérieur depuis les années 1990, dans le sillage du Total Quality Management (TQM). Mais bien que son affectation à l'enseignement supérieur soit relativement récent, les pratiques auxquelles elle renvoie sont en place parfois depuis plusieurs décennies indiquent (Gosselin et Julien ,2012)⁵. Comme le souligne (Harvey ,2008)⁶, «dans certains pays, l'assurance de la qualité, portant sans doute un autre nom, existe depuis bien plus de 20 ans, alors que dans d'autres, tout ce qui s'y apparente dans les sphères de l'enseignement supérieur est entièrement nouveau». Par exemple, des mécanismes d'assurance qualité ont été introduits au Royaume-Uni dès 1832 et aux États-Unis en 1905. «Le concept Assurance qualité a vu le jour aux USA, en l'occurrence à l'université of Wisconsin Madison, trois décennies avant que l'Europe ne publie le Guide des références et lignes directrices pour le management de la qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur» indique en ce sens (Debla ,2008)⁷.

I.2.1- Le concept de l'assurance

(Fave-Bonnet ,2007)⁸ montre en effet que l'« assurance qualité » peut être traduite par trois termes distincts :

- L'évaluation de la qualité;
- L'assurance de la qualité ou la garantie de la qualité;
- Le management de la qualité.

Elle souligne qu'il «est clair qu'il ne s'agit pas du même point de vue : l'évaluateur, le certificateur, le "manager" ne sont pas les mêmes acteurs et surtout n'ont pas les mêmes objectifs» : le premier traite de la question du «comment mesurer la qualité», le deuxième, à celle du «comment garantir cette qualité et le dernier cherche à savoir «comment l'obtenir». Ces trois sens sont représentés au tableau 1.

Tableau 1. Trois sens associés à l'assurance qualité

Terme	Question centrale	Objectif	Action
Evaluation de la qualité	comment mesurer la qualité	Mesurer la qualité	Mettre en œuvre une évaluation
Assurance de la qualité	comment garantir la qualité	Montrer que la qualité est là	Vérifier la qualité
Management de la qualité	comment obtenir la qualité	Gérer la qualité	Mettre en œuvre des procédures et une culture de la qualité

Source : Fave-Bonnet (2007), compilation du Conseil supérieur de l'éducation.

L'ambiguïté pouvant entourer la notion d'assurance qualité relève du fait que chacun de ces trois sens renvoie à une démarche d'amélioration de la qualité, en termes de problématique, d'objectif et d'action à entreprendre.

I.2.2- Le concept de qualité

Comme le soulignent (Martin et Stell ,2007)⁹, «le sens du mot "qualité", sa conceptualisation et son application opérationnelle, ont une incidence évidente sur la manière de s'assurer de la qualité.» Les auteurs distinguent deux principales conceptions de la qualité :

- Le respect des normes, lorsqu'il est possible de définir et de quantifier certains aspects de l'enseignement supérieur et d'appliquer les mêmes normes à tous les cours ou à tous les établissements. Ces normes peuvent être minimales (entraînant, par exemple, la fermeture des établissements ou des programmes qui ne les atteignent pas) ou d'excellence (fixant un idéal vers lequel les établissements ou les programmes doivent tendre);
- L'adaptation à l'objectif visé, parce que les missions et objectifs des établissements et des programmes sont différents et que l'évaluation ne repose pas sur des critères communs et quantifiables, mais dépend de l'analyse du contexte spécifique. La qualité équivaut alors à l'atteinte des objectifs visés, étant entendu que l'acceptabilité de ces objectifs a d'abord été démontrée. On incorpore plutôt trois sens à la qualité :
 - ✓ La qualité comme forme d'excellence, ce qui suppose un marché de positions où les établissements se font concurrence;
 - ✓ La qualité dans la mission, c'est-à-dire que la qualité repose sur l'atteinte des objectifs fixés pour l'établissement ou le programme;
 - ✓ La valeur ajoutée, la qualité se trouvant dans les résultats, ce qui met l'accent sur les apprentissages des étudiants et les retombées du processus d'apprentissage.

(Harvey, 2008)¹⁰ fait, quant à lui, émerger cinq définitions de la qualité, selon qu'elle est synonyme :

- De l'exceptionnel, quand elle sous-entend l'exclusivité, l'excellence et l'atteinte de normes;
- De la perfection ou de la cohérence, quand elle se définit par l'absence de tout défaut et la capacité à réussir du premier coup;
- De l'aptitude à la fonction, quand elle évalue la capacité à remplir une mission ou une fonction prédéterminée ou si cette mission ou cette fonction est adéquate (dans ce deuxième cas, on parle alors d'aptitude de la fonction);
- De la rentabilité, quand elle évalue le rendement des dépenses engagées (telle une mesure d'efficacité);
- De la transformation, quand elle évalue la valeur ajoutée de l'expérience éducative sur le plan de l'amélioration et de l'autonomisation des étudiants.

Après toutes les divergences dans la conceptualisation de la notion, ces témoignages parlent d'une seule voie lorsqu'il s'agit de l'objectif visé, de la qualité dans la mission et de l'aptitude à la fonction.

II- Les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour un enseignement supérieur de qualité et une relation adéquate avec le monde économique en Algérie.

Il existe à cet effet, plusieurs leviers indispensables pour un enseignement de qualité et pour une relation efficiente avec la sphère des activités économiques que nous tenterons de mettre en lumière ci-dessous.

II.1- Un système de l'enseignement supérieur de qualité : condition sine qua non pour l'émergence d'un management efficient

L'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la première puissance

du monde. Aussi ; les pouvoirs publics doivent prendre en compte le secteur de l'enseignement supérieur, car sans un enseignement de qualité mondiale, le développement est impossible souligne (Lamiri 2013)¹¹.

Dans ce cadre, une stratégie doit être mise en œuvre pour permettre à ce secteur d'être à la hauteur. Aucune stratégie industrielle, financière, agricole, ou autre ne sera efficace avec un enseignement supérieur qui n'est pas aux normes internationales.

Selon (Djeflat ,2014)¹² en Algérie, l'analyse de la situation actuelle du système éducatif signale d'importantes réussites, mais aussi un certain nombre de défis à relever. Parmi ces dernières on peut citer : la faiblesse du rendement des institutions éducatives ; La prédominance de l'aspect quantitatif dans les programmes scolaires ; La faiblesse des acquis des élèves ; La centralisation de la gestion du système éducatif ; Le manque de professionnalisme et l'absence d'une culture de l'évaluation en Algérie.

II.2.1- L'exemple Chinois

(Seighier ,2012)¹³ dans une contribution au quotidien national d'information algérien Liberté met en relief l'exemple Chinois dans ce domaine, que nous tenterons d'ailleurs de résumer : Coïncidant avec les réformes économiques lancées à la fin des années 80, la Chine a connu une véritable explosion d'initiatives qui ont totalement transformé son système de formation en Gestion. La Chine disposait d'un système d'enseignement ultra centralisé, peu tourné vers les besoins de l'économie. A partir des années 90, dans le sillage des grandes réformes entreprises par Deng Xiao Ping, la Chine a décidé de modifier profondément son système d'enseignement supérieur. La ligne directrice de ces réformes a consisté à adapter le système d'enseignement supérieur aux besoins de l'économie chinoise, engagée elle-même dans des réformes majeures. Quatre grands principes émergent dans les transformations engagées par les Chinois :

- Abandon du système monolithique qui caractérisait l'organisation et le statut des universités : A la place d'un modèle unique, appliqué à l'ensemble des universités, on a vu surgir progressivement plusieurs modèles. L'un des modèles a consisté à ériger des universités d'excellence (élites universitaires) destinées à rivaliser avec les meilleures universités du monde ;
- Une plus grande autonomie qui permet aux universités de lancer des initiatives correspondant mieux à leurs besoins ;
- Introduction progressive du financement de l'enseignement par les étudiants : compte tenu du nombre des universités, la question de leur financement devenait cruciale. C'est ce qui a amené les Chinois à prévoir dans les transformations lancées, la contribution des étudiants aux frais de fonctionnement. C'est la aussi, un tabou qui a sauté ;
- Ouverture de l'enseignement supérieur au secteur privé. C'est en 1999 que les autorités chinoises ont décidé d'autoriser le secteur privé à investir dans l'enseignement supérieur pour faire face aux besoins de l'économie. En 2003, le gouvernement Chinois a autorisé le partenariat entre les institutions privées et les universités publiques. Les succès économiques extraordinaires de la Chine tiennent beaucoup à ces transformations dans le système d'enseignement supérieur. Parce qu'il fallait donner aux entreprises les compétences nécessaires pour assurer leur fonctionnement et leur développement technologiques.

En 1991, lorsque le premier programme MBA a été lancé en Chine, seuls 90 étudiants y étaient inscrits. En 2011, plus de 25000 étudiants sont sortis avec un MBA issus de plus de 250 business schools à travers le Pays, sans compter les milliers d'autres inscrits dans des business schools nord-américaines et européennes. Cet effort, qui est loin de se relâcher est le résultat d'une politique vigoureuse des autorités chinoises pour faire face à l'un des plus grands challenges de leur économie. Ce Pays dispose de plusieurs universités totalement privées, classées parmi les mieux cotées du pays. La plupart des grandes business schools mondiales (Harvard, Wharton, HEC-

PARIS, Stamford.....) ont, soit créé des joint-ventures avec des universités publiques chinoises. Le classement mondial des MBA du Financial Times pour 2012 place la Hong Kong UST Business School à la 10^e position et la CEIBS de Shanghai à la 24^e devant même des business Schools aussi célèbres que L'ESADE de Barcelone, Bocconi de Milan ou la Cranfield School of management en Angleterre. L'université publique Tsinghua de Pékin a trois prix Nobel d'économie étrangers parmi son corps professoral. L'actuel recteur de la CEIBS de Shanghai, un Anglais n'est autre que l'ancien doyen de la London Business School, puis vice Doyen de la Harvard Business School. A ce sujet, (Adler, 2009)¹⁴ souligne également que Les efforts du gouvernement pour encourager la science et la technologie et créer une économie high tech multiplieront les incitations à se préoccuper davantage du capital humain et à s'ouvrir à l'extérieur pour attirer en Chine compétences et idées nouvelles management à leur mise en œuvre

II.3- La valorisation des ressources humaines : Un chantier vital pour une émergence économique

Le capital humain est un moteur fondamental de la croissance économique. L'investissement dans le capital humain s'est en effet avéré déterminant pour la création de conditions favorables à la promotion d'une croissance économique durable et de l'emploi note pour sa part (Rezig, 2006)¹⁵. Le management en tant que culture de gestion visant à l'usage optimal des moyens de production de l'entreprise est imposé par l'environnement institutionnel, politique et social, ce n'est pas seulement une addition de techniques neutres choisies en toute liberté par le manager et valides dans tous les contextes économiques et sociaux et sous tous les cieux. En effet, avant de se lancer dans le processus de réflexion stratégique qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs de l'entreprise, il y a lieu de réhabiliter le rôle stratégique des ressources humaines. La gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation (Alary, Laloup, Stroussi, 2010)¹⁶. Pour sa part et à ce titre (Mekideche, 2008)¹⁷ note que les dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après-demain avec les emplois qui vont avec. Les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux véritables priorités : le développement humain, la modernisation technologique et managériale et le financement de l'économie productive. La Pologne, la Chine et d'autres pays viennent de nous administrer une belle leçon en la matière. Ils ont recyclé pratiquement toutes les ressources humaines opérationnelles en quelques années, en plus de moderniser rapidement en profondeur leur système éducatif pour mieux prendre en charge les futures générations. Le management est l'arme la plus redoutable et la plus efficace que les nations modernes utilisent pour maintenir et creuser leur suprématie économique et technologique sur le reste note (Lamiri, 2013)¹⁸.

II.3.1- L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : Un vecteur d'un management universitaire des talents

L'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un pays: la formation de longue durée et de recyclage, les technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels. Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises- recherche en Algérie. La mise en place de structures de planification et de prospective, de veille technologique s'impose également, dans la mesure où elles sont à l'EFC ce que les plans de bataille sont aux états major. La planification et la programmation trouvent leur pleine signification dès lors que l'anticipation et la projection vers le futur sont prises en compte. La

gestion de la connaissance est vitale car elle permet d'accroître les performances, d'élargir les marchés, d'innover de manière déterminante, de recruter stratégiquement et de transmettre le savoir. Selon (Khelassi ,2013)¹⁹ l'environnement de contrôle intègre sept principes : les valeurs d'intégrité et d'éthique, l'engagement vers la compétence ; le conseil d'administration et le comité d'audit ; le mode de management, la structure organisationnelle, l'exercice de l'autorité et de la responsabilité ; les politiques de ressources humaines .De nouvelles préoccupations apparaissent en matière de gestion des ressources humaines : élévation du niveau des qualifications, élargissement des compétences. Les politiques de formation deviennent un outil essentiel d'adaptation de la main-d'œuvre aux mutations technologiques. L'évolution des techniques génère d'importants gains de productivité ce qui réduit fortement la main d'œuvre nécessaire, d'où l'importance des méthodes de gestion prévisionnelles des emplois et des compétences(GEPC) permettant de planifier à moyen terme la double évolution des qualifications et des effectifs soulignent (Darbellet, Izard et Scaramuzza ,2011)²⁰. Les compétences sont au cœur de la gestion des ressources humaines. Pour qu'elles puissent devenir un véritable levier de performance et d'innovations, l'entreprise doit non seulement en dresser l'inventaire ; mais elle doit surtout faire en sorte d'anticiper les mutations à venir pour s'adapter à toute forme de changement souligne également (Buck ,2014)²¹.

(Djefflat ,2014)²² à titre comparatif indique que les PME Françaises consacrent entre 3% et 4% de leur chiffre d'affaires à la dépense en R-D et participent entre 10% 20% au PIB., la Finlande (58%), La Suède (37%), les USA (30%) ; l'Allemagne (30%) et le Japon (22% °). La maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales de notre pays, dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde du développement économique et social. Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chances d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu, les ressources humaines constituent à cet effet, un trésor inépuisable. Pour (Peretti ,2013)²³ les mutations technologiques concernent toutes les branches d'activité et les fonctions de l'entreprise. Les conséquences en matière d'emploi ; de compétences, de condition de travail et d'aménagement des temps, de formation, de motivation et de rémunération sont considérables. Parler des ressources humaines ; ce n'est pas considérer que les hommes sont des ressources ; mais que les hommes ont des ressources. Le développement des talents, la formation, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la gestion des carrières et de la mobilité, deviennent des domaines majeurs d'expertise des DRH souligne (Perreti ,2015)²⁴.

II.4- L'EFC un défi politique et social : nécessité d'une prise en charge commune de l'EFC par les systèmes d'éducation et de formation et les acteurs économiques et sociaux.

II.4.1- Les sources des indices de l'économie de la connaissance au Maghreb

Tableau 2 : indices de l'économie de la connaissance au Maghreb

Indices	Algérie	Tunisie	Maroc	Mauritanie
Régime d'incitation	2,18	4,04	3,12	3,64
Innovation	3,59	4,65	3,75	2,24
Education	3,66	4,08	1,95	0,89
Information (TIC)	3,46	4,48	4,37	2,68

Source : Djeflat A (2014) : L'intégration économique Maghrébine : Un destin obligé ; Ouvrage collectif sous la direction de A. Mebtoul et Camille Sari. Editions Anwar El Maarifa, p 435.

Les chiffres montrent que les investissements en R-D (recherche et développement) par rapport au PIB ont fait des progrès notables dans la sous-région et notamment en Tunisie, au Maroc, et en Algérie où les 1% sont atteints.

II.4.2- Les Pratiques de l'économie de la connaissance au niveau de l'entreprise

La méconnaissance de l'importance de l'immatériel de l'entreprise constitue à la fois un handicap, mais également un gisement de création d'emplois inexploité. (Djefflat ,2014)²⁵ note qu'une enquête auprès d'un échantillon de PME en Algérie montre que près de la moitié (44%) n'ont aucun investissement dans l'immatériel. La plupart des entreprises et notamment les PME ne disposant pas de services de R-D. A titre comparatif, les PME Françaises consacrent entre 3% et 4% de leur chiffre d'affaires à la dépense en R-D et participent entre 10% 20% au PIB., la Finlande (58%), La Suède (37%), les USA (30%) ; l'Allemagne (30%) et le Japon (22%). Nous considérons que La maîtrise de la science et de la technologie doit être une des aspirations majeures et vitales des pays Arabes, dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde du développement économique et social. Une économie qui investit beaucoup dans la recherche à plus de chances d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu, les ressources humaines constituent à cet effet, un trésor inépuisable. Pour (Peretti ,2013)²⁶ les mutations technologiques concernent toutes les branches d'activité et les fonctions de l'entreprise. Les conséquences en matière d'emploi ; de compétences, de condition de travail et d'aménagement des temps, de formation, de motivation et de rémunération sont considérables.

II.4.3- L'enseignement supérieur et sa relation avec la sphère des activités économiques : une nécessité absolue

Comme mentionné ci-dessus les Pays qui ont réussi leurs transitions ou leur développement (Malaisie, Brésil, Chine...) ont d'abord modernisé leur appareil de formation supérieur ; à l'instar des meilleurs du monde. L'examen des stratégies adoptées par les Pays émergents à croissance durable révèle que ces dernières ont réservé une place importante à l'intelligence économique et aux médias dont la forte implication a été à l'origine de nouvelles formes de stratégies et de pratiques industrielles et commerciales (anticipation sur les produits ou services et de conquêtes de marchés extérieurs). Il ya lieu d'entreprendre des réformes, aussi nous considérons que nous devons commencer par l'université pour son rôle multiplicateur et moderniser ses partenariats, ses programmes, ses politiques de recyclage et de développement des compétences en ingénierie pédagogique. La formation professionnelle a besoin d'une stratégie qui colle mieux avec les besoins réels de l'économie d'un pays. L'éducation a besoin de se remettre en cause : créer les outils de son management, de sa modernisation et de ses recyclages. Les entreprises doivent être plus fortement incitées à qualifier leurs membres. Le progrès technique est lié au progrès scientifique, or celui-ci fait l'objet d'une production qui, tant dans les centres de recherche publics et les universités que dans les fondations privées ou les entreprises, mobilise un nombre croissant de personnes. Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chance d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu estiment (Biales, Leurion, Rivaud 2007)²⁷.

II.5- Innovation ; Veille et intelligence économique : Des modules indispensables au sein de l'université pour des relations tangibles avec les entreprises

Depuis quelques années, avec l'évolution importante d'Internet, la masse d'information disponible est de plus en plus grande et diverse dans tous les domaines. Cette mutation est liée à l'avancement des technologies de l'information et plus particulièrement des télécommunications qui au cours de la dernière décennie, ont bouleversé la façon de travailler, de réfléchir, et de réagir. Toute stratégie de recherche et développement s'appuie sur l'analyse des informations scientifiques et techniques dont l'entreprise a besoin pour sauvegarder, optimiser et enrichir son patrimoine immatériel selon (Bernaoui ,2016)²⁸. Aussi, l'intelligence économique constitue un outil de management au service de la stratégie qui permet par l'analyse de la problématique, de la définition des besoins, la recherche ; le traitement et l'exploitation d'informations. L'information est d'abord une production de richesse, celle du savoir dans un milieu concurrentiel.

II.6- Une bonne gouvernance au sein de l'université : condition sine qua non pour une valorisation et un développement des compétences

(Okamba ,2010)²⁹ indique qu'il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises. L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. Parmi les leviers fondamentaux de rupture pour un développement économique harmonieux et une efficacité institutionnelle, il y a lieu de mettre en lumière la gouvernance universitaire. En effet, la modernisation managériale universitaire constitue un atout important pour le développement scientifique et culturel

II.7- L'efficacité institutionnelle : Une nécessité vitale pour une émergence culturelle et scientifique

En management on affirme que le bon Dieu est le meilleur démocrate parce qu'il a distribué équitablement l'intelligence au sein des peuples. Mais l'organisation et la gouvernance des Etats font toute la différence estime (Lamiri ,2013)³⁰. Ainsi, lorsque nous avons un Etat organisé, avec des institutions administrées rationnellement par les meilleures compétences, nous sommes en présence d'un dragon économique. Lorsque les institutions de l'Etat sont désarticulées, gérées intuitivement, sans les processus d'intelligence et de cohérence, alors nous sommes en présence d'un Etat inefficace et destructeur au lieu de d'être créateur de richesses. Schumpeter, le célèbre économiste a bien compris la relation entre l'efficacité de l'Etat et l'efficacité de la relance économique. Dans ce cadre, la gouvernance universitaire devra jouer un rôle important pour la diffusion du savoir dans toutes ses dimensions.

III- Nécessité de l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les instituts de formation en général et à l'université en particulier.

III.1- L'importance de l'entrepreneuriat

(Lamiri ,2013)³¹ met en relief que les scientifiques sont formels sur un aspect : une variable clé du développement réside dans la qualité et la quantité des entrepreneurs au sein d'un pays. C'est par exemple, la thèse centrale de l'économiste britannique Lewis, prix Nobel d'économie. C'est aussi la position clé d'un des économistes les plus illustres du siècle dernier : l'austro-américain Joseph Schumpeter. Nous sommes en train d'explicitier quelque chose qui est admis et n'est sujet à aucune controverse : un pays ne peut pas se développer avec peu d'entrepreneurs ou des investisseurs de qualité médiocre. L'importance de l'entrepreneuriat pour le développement et la croissance d'un pays a poussé la majorité des pays développés à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif. La culture entrepreneuriale et managériale est à intégrer rapidement dans l'ensemble des institutions des pays Arabes, notamment dans les institutions de formations afin que l'entreprise algérienne par exemple puisse survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité. Le développement économique et social dépend de sa capacité à créer et à développer des produits et services nouveaux. La création d'activité et la création d'entreprise participent pleinement à ce processus. Aussi, l'entrepreneuriat peut faire l'objet d'un enseignement académique dans les pays arabes. De tels enseignements existent de par le monde. La création d'entreprise ne s'improvise pas. La combinaison entre la formation et l'entrepreneuriat est récente. L'entrepreneurship est né dans les universités américaines dans les années soixante, considéré comme un nouveau concept pédagogique et qui consiste à promouvoir sous différentes formes, en particulier dans l'enseignement la démarche à créer sa propre entreprise et surtout créer son propre emploi. L'engouement pour l'entrepreneuriat se fait sentir partout dans le monde tant dans les pays en développement que développés. C'est d'ailleurs

devant cet intérêt mondial que le champ de l'entrepreneuriat s'est développé affirment (Tremblay , Gasse 2013)³². Pour sa part, dans le cadre algérien (Benachenhou ,2015)³³ note que la plupart des diplômés de l'enseignement supérieur n'ont tout simplement pas les profils recherchés par les employeurs. La relation formation-emploi est très insuffisante. L'architecture globale du système d'éducation-formation et son mode de gouvernance doivent être revus dans cette perspective.

IV : Cas pratique : questionnaire ayant trait à la qualité de l'enseignement universitaire et sa relation avec la sphère des activités économiques et ce, au sein de la faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales (Universités de Mostaganem et de Sidi Bel abbés).

Nous avons élaboré un questionnaire comme nous l'avons souligné afin de mettre en exergue les avis des étudiants en Master de la faculté des sciences économiques, sciences de gestion et des sciences commerciales (Université de Mostaganem et de l'université de Sidi Bel abbés) sur les leviers fondamentaux à développer pour un enseignement universitaire de qualité d'une part et d'autre part en matière de relations université-entreprise.

L'hypothèse émise dans notre article est la suivante :

Il existe plusieurs leviers importants à mettre en œuvre pour développer un enseignement supérieur de qualité et favoriser la relation entre l'université et l'entreprise et ce, pour une émergence économique en Algérie.

Afin de confirmer ou d'infirmer notre hypothèse, nous avons élaboré un questionnaire dédié à un échantillon choisi par pur convenance à l'université de Mostaganem et de Sidi bel abbés. Notre échantillon final contient 100 questionnés.

- Structure du questionnaire :

Notre questionnaire a trait au volet relatif à notre problématique : En ce sens, il englobe les questions relatives aux leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour un enseignement supérieur de qualité et une approche pour des relations efficaces entre l'université et la sphère des activités économiques (Entreprises) en Algérie. Dans ce cadre, notre questionnaire englobe 10 items.

Afin d'améliorer la finesse de la mesure et d'établir un score global, nous avons employé l'échelle de mesure de Likert à 5 point (5 : tout à fait d'accord, 4 : plutôt d'accord, 3 : sans opinion, 2 : plutôt pas d'accord, 1 : pas du tout d'accord).

- **Fiabilité et validité de l'échelle :** Pour vérifier la validité de l'échelle, nous avons contacté des enseignants chercheurs de rang magistral au sein de l'université de Mostaganem et de Sidi Belabbes. Aussi, toutes les remarques pouvant améliorer la qualité de l'échelle ont été prises en considération. Pour la fiabilité de l'échelle on a utilisé le coefficient alpha de Cronbach.

Afin de vérifier la cohérence interne des échelles, nous avons eu recours à l'utilisation de coefficient de l'alpha de Cronbach. L'indicateur alpha de Cronbach sera utilisé pour déterminer l'homogénéité des réponses énoncées par les répondants. Le résultat se présente sous forme d'un nombre entre 0 et 1. Plus le coefficient se rapproche de 1, plus l'instrument de mesure à une bonne cohérence interne.

Tableau 3 : Résultat de coefficient Alpha Cronbach pour vérifier la fiabilité de l'échelle

	Nombre d'items	Alpha de Cronbach	Degré de stabilité de l'échelle
Alpha de Cronbach pour le questionnaire		0.6891	68%

Source : réalisé sur la base des données de l'SPSS v.22

L'alpha de Cronbach s'élève à **0.6891**, ce qui est un bon score. La cohérence interne est donc bien vérifiée.

Tableau 4 : Moyenne et Ecart type par Item

Items	Moyenne	Ecart type
1) l'enseignement de qualité est un vecteur indispensable pour le développement des ressources humaines	4.83	0.377
2) La veille universitaire dans le domaine pédagogique, scientifique est primordiale au sein de l'université	4.16	0.631
3) La formation managériale moderne à l'instar des pays développés à travers la qualité de l'enseignement est indispensable	4.29	0.742
4) La réforme du système de l'enseignement supérieur entre autres (une qualité de l'enseignement) est nécessaire eu égard à la mondialisation économique.	4.31	0.706
5) La création d'un département ayant trait à l'entrepreneuriat, la formation entrepreneuriale et l'innovation au sein de la faculté sont nécessaires.	4.66	0.476
6) Estimez vous nécessaire que les praticiens puissent participer à la formation et assister aux conseils pédagogiques et scientifiques au sein de l'université et ce, pour une relation harmonieuse entre l'université et l'entreprise.	4.13	0.733
7) La mission des universités/écoles est de former, d'accompagner et créer ainsi des relations avec la sphère des activités économiques pour une économie fondée sur la connaissance.	4.34	0.727
8) La relation entre le monde du travail et l'université en Algérie est primordiale.	1.24	0.429
9) La bonne gouvernance au sein de l'université contribue à la qualité de l'enseignement. Elle favorise la relation entre l'université et l'entreprise.	4.48	0.627
10) Un partenariat est nécessaire avec les grandes universités Occidentales.	4.52	0.643

Réalisé sur la base des données de l'SPSS v.22

D'après les données du tableau (4), on peut remarquer que :

- Les moyennes des différents items sont supérieures à la moyenne globale qui est (4.09), cela signifie que les questionnés sont d'accord sur l'importance de la relation entre la qualité de l'enseignement supérieur et les leviers fondamentaux pour une émergence économique.
- La moyenne de la Q8 est inférieure à 4,09, cela signifie qu'il n'existe pas une relation entre le monde du travail et l'université en Algérie actuellement.

Commentaire sur le résultat des items :

Question 01 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord
L'enseignement de qualité est un vecteur indispensable pour le développement des ressources humaines.	83%	17%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

83% des étudiants sont tout à fait d'accord. Cet état de fait, dénote l'importance de la qualité de l'enseignement au sein des étudiants.

Question 02 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
La veille universitaire dans le domaine pédagogique, scientifique est primordiale au sein de l'université	29%	58%	13%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

Nous constatons que « les tout à fait d'accord et les plutôt d'accord » représentent un taux de 87%. La veille universitaire est prise très au sérieux par les étudiants. Aussi, nous considérons que les différentes recherches ; les nouveaux ouvrages ; l'innovation dans ce domaine constituent pour les étudiants des approches importantes. Le partenariat avec des universités de rang mondial

semblent nécessaires au regard des nouvelles découvertes. Les échanges universitaires constituent donc un levier important parmi tant d'autres.

Question 03 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
La formation managériale moderne à l'instar des pays développés à travers la qualité de l'enseignement.	46%	37%	17%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

La grande majorité des étudiants estiment que la formation managériale moderne est nécessaire. Un effort important doit être mis en œuvre dans ce cadre. Cette formation managériale moderne constitue à nos yeux un chantier vital visant à promouvoir la culture afférente à la gestion stratégique d'une part et d'autre part pour affronter la mondialisation.

Question 04 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
La refonte du système de l'enseignement supérieur entre autres (une qualité de l'enseignement) est nécessaire eu égard à la mondialisation économique.	45%	41%	14%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

La majorité des étudiants sont unanimes pour une réforme de l'enseignement supérieur.

Cette réforme à notre sens et les réponses le confirment d'ailleurs, est indispensable eu égard à la mondialisation et la concurrence internationale. Aussi, des ressources humaines bien formées constituent le talon d'Achille pour une émergence économique en Algérie.

Question 05 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord
La création d'un département ayant trait à l'entrepreneuriat, la formation entrepreneuriale et l'innovation au sein de la faculté sont nécessaires.	66%	34%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

La grande majorité des sondés apportent une réponse positive quant à l'importance de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Une structure afférente à l'entrepreneuriat et l'innovation s'avère indispensable pour inculquer la culture entrepreneuriale au sein de l'institution universitaire.

Question 06 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
Estimez vous nécessaire que les praticiens puissent participer à la formation et assister aux conseils pédagogiques et scientifiques au sein de l'université et ce, pour une relation harmonieuse entre l'université et l'entreprise.	34%	45%	21%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

Une partie importante des étudiants (34 et 45%) estiment que l'apport des praticiens s'avère important. Il ya lieu de renforcer la relation entre le monde du travail et l'université en Algérie. Une coopération fructueuse est bénéfique pour le développement économique en Algérie. D'ailleurs, les réponses confirment que les étudiants prennent en considération la relation entre l'université et la sphère des activités économiques.

Question 07 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
La mission des universités/écoles est de former, d'accompagner et créer ainsi des relations avec la sphère des activités économiques pour une économie fondée sur la connaissance.	49%	36%	15%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

La grande majorité des répondants (49 et 36%) considèrent que les relations avec la sphère

Economique (entreprises) est importante. L'université devra être le fer de lance de cette coopération. Aussi, L'université Algérienne et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération l'importance de l'économie fondée sur la connaissance (EFC) qui doit concerner toutes les activités et tous les métiers.

Question 08 :

	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
La relation entre le monde du travail et l'université en Algérie est primordiale.	24%	76%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

La majorité des avis des étudiants estiment (76%) qu'il n'existe aucune relation entre l'université et l'entreprise. Les étudiants perçoivent à notre sens cet état de fait comme un échec. Peut-on développer la culture entrepreneuriale et managériale sans l'entreprise ? Peut-on ignorer l'importance de l'apport des praticiens ? Aussi, une synergie entre l'université et la sphère des activités économiques s'avère primordiale.

Question 09 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
La bonne gouvernance au sein de l'université contribue à la qualité de l'enseignement. Elle favorise la relation entre l'université et l'entreprise.	55%	38%	7%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

Les étudiants accordent une grande importance à la bonne gouvernance. Nous avons constaté un taux fort important ayant trait à la nécessité d'une bonne gouvernance au sein de l'université (55 et 38%). La bonne gouvernance en question contribue à la qualité de l'enseignement et à tisser des liens étroits entre l'entreprise et l'université.

Question 10 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
Un partenariat est nécessaire avec les grandes universités Occidentales.	60%	32%	8%

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

Le partenariat est souhaité par la grande majorité des étudiants sondés (60 et 32%). Un partenariat avec des universités de renommées mondiales dans tous les domaines : Intelligence économique, technologie, management, entrepreneuriat etc. s'avère nécessaire à notre avis. Les réponses le prouvent amplement d'ailleurs.

Analyse générale du questionnaire

L'importance de la qualité au niveau de l'enseignement supérieur est mise en évidence à travers les réponses des étudiants. D'autre part, la relation entre l'université et la sphère des activités économiques (Entreprise) est mise en relief à plus d'un titre par les étudiants dans leurs réponses. Cet état de fait conforte amplement notre hypothèse.

Conclusion :

L'assurance qualité dans le domaine de l'enseignement supérieur doit constituer la priorité, l'urgence dans l'ordonnancement des réformes et ce, pour une émergence économique. Un enseignement universitaire de qualité permet le développement de l'intelligence qui est la force motrice de l'émergence puis de développement des nations. Aucun autre secteur et aucune autre activité ne la surpassent. C'est le secteur de l'enseignement supérieur qui sera sollicité non seulement à former au niveau des standards internationaux les futures générations, mais également à recycler l'ensemble des personnes en activité, dans tous les secteurs. Les pays qui ont réussi leurs transitions ou leurs développements (Brésil, Chine etc.) ont d'abord et avant tout modernisé leur appareil de formation supérieur, à l'instar des meilleurs au monde. La reconfiguration de la gouvernance des établissements de la formation pourrait être un levier dans l'amélioration de l'adéquation entre formation et emploi. Aussi ; une présence significative des employeurs au sein des comités pédagogiques et des conseils scientifiques renforcerait les liens et les échanges entre les deux secteurs et aiderait à améliorer l'adaptation des profils et des qualifications aux besoins des entreprises. Les réponses au questionnaire nous ont confortés, en ce sens, nous avons constaté que la problématique afférente à la qualité de l'enseignement supérieur en Algérie et les relations entre l'université et le monde de l'entreprise demeurent des réponses prépondérantes pour les étudiants (es). Cet état de fait, indique clairement une prise de conscience quant au développement de la culture et de la science en Algérie.

Referrals and references:

1. Lamiri A. (2013). La décennie de la dernière chance, Emergence ou déchéance de l'économie algérienne, Chihab Editions.
2. <http://www.iiep.unesco.org/fr/focus-on-higher-education/quality-assurance-in-higher-education>.
3. Zemmam M. (2010). « Les maux qui rongent nos universités. Avis d'universitaires », in El Watan du 05.01.
4. Martin M. et Stella A. (2007). Assurance qualité externe dans l'enseignement supérieur : les options, Paris, UNESCO, Institut international de planification de l'éducation.
5. Gosselin L. et Julien M. (2012). « L'assurance qualité à l'enseignement universitaire : une conception à promouvoir et à mettre en œuvre », Conseil supérieur de l'éducation, Gouvernement du Québec.
6. Harvey L. (2008). Les initiatives canadiennes d'assurance de la qualité vues dans le contexte international, Préparé pour le Colloque sur l'assurance de la qualité du CMEC tenu à Québec les 27 et 28 mai 2008, Toronto, Conseil des ministres de l'éducation (Canada), p. 18
7. Debla A. (2013). « Assurance qualité de l'enseignement supérieur » in El Watan du 29.11.2008.
8. Fave-Bonnet, M-F. (2011). Du Processus de Bologne au LMD : analyse de la « traduction » française de « quality assurance ». http://www.resup.u-bordeaux2.fr/manifestations/conferenceinternationaleparis2007/Actes/FAVEBONNET_RESUP2007.pdf.
9. MARTIN M. et STELLA. (2007). Assurance qualité externe dans l'enseignement supérieur : les options, Paris, UNESCO, Institut international de planification de l'éducation.
10. Harvey L. (2008). Les initiatives canadiennes d'assurance de la qualité vues dans le contexte international, Préparé pour le Colloque sur l'assurance de la qualité du CMEC tenu à Québec les 27 et 28 mai 2008, Toronto, Conseil des ministres de l'éducation (Canada), p. 18
11. Lamiri A, opcit.
12. DJEFLAT. A. (2014). L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé. Ouvrage collectif sous la direction de Mebtoul A et Camille Sari. Oran (Algérie) ; Editions Anwar El Maarifa.
13. Seigher. S, Quotidien d'information Liberté : livre blanc sur l'entreprise, 20 juin 2012.
14. Adler A. (2009). Le nouveau rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2025 ? Paris ; Editions Robert Laffont.
15. Rezig A. (2006). Algérie-Brésil-Corée du Sud : Trois expériences de développement. Alger ; Editions OPU, p 127.
16. Alary AM, Lallouf I. (2010). Stroussi A, Management des organisations. Alger ; Editions Berti ; p 42.
17. Mekideche M. (2008). L'économie algérienne à la croisée des chemins. Alger ; Editions Dahleb.
18. Lamiri A, opcit.
19. Khelassi R. (2013). Le contrôle interne des organisations. Alger ; Editions Houma.
20. Darbelet M ; Izard L ; Scaramuzza M . (2011). L'essentiel du management. Alger ; Editions Berti, p 237.
21. Buck JY. (2014). Des ressources humaines aux ressources de l'excellence. Paris ; Editions.
22. DJEFLAT. A, opcit.
23. Peretti JM. (2013). Gestion des ressources humaines. Paris ; Editions Vuibert.
24. Peretti. JM. (2015). Un état des ressources humaines dans le contexte algérien. Ouvrage coordonné par le professeur Assya Khat. Oran (Algérie) ; Editions Dar El Adib.
25. DJEFLAT. A, opcit.
26. Peretti JM, opcit.
27. Biales M, Leurion R, Rivaud JL. (2007). L'essentiel de l'économie. Alger ; Editions Berti.
28. Bernaoui R. (2016). Veille et intelligence économique. Alger ; Editions OPU.
29. Okamba E : La gouvernance. (2010). Une affaire de société. Paris ; Edition L'Harmattan.
30. Lamiri A, opcit..
31. Lamiri A, opcit..
32. Tremblay M, Gasse Y. (2013). Projets et entrepreneuriat au sein des pays émergents. Coordonné par Paturel R . Paris ; Editions L'Harmattan.
33. Benachenhou A. (2015). L'Algérie : sortir de la crise. Alger ; Editions El Diwan.

Comment citer cet article par la méthode APA:

Djamel torqui GODIH, Mohamed LAZREG. (2018), L'Enseignement universitaire de qualité : un enjeu majeur pour une émergence économique en Algérie: (Etude pratique sur un échantillon d'étudiants de l'université de Mostaganem et de Sidi bel abbés), **Roa Iktissadia Review**, 08 (01), Algérie : Université Eloued, pp 201-215.

Les droits d'auteur de tous les articles publiés dans cette revue sont conservés par les auteurs concernés conformément à la [licence Creative Commons Paternité-Pas d'utilisation commerciale 4.0 International \(CC BY-NC 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).



Roa Iktissadia Review, sous [licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Prévention de dérivation 4.0 International \(CC BY-NC 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).